

**Jacqueline Fraysse a été interpellée par un lecteur du Lien qui exprimait son incompréhension devant son rejet des propositions formulées lors de la déclaration de politique générale du Premier ministre le 8 avril dernier, et son refus de voter la confiance au gouvernement.**

**Vous lirez ci-dessous la réponse de la députée.**

Mon collaborateur m'a fait part du mail que vous lui avez adressé à la suite de mon dernier Lien et de la déclaration de politique générale du nouveau Premier ministre, Manuel Valls, devant l'Assemblée nationale avant le vote de confiance.

Vous y soulevez des questions importantes et complexes tout en manifestant une divergence d'opinion avec la mienne sur la ligne politique choisie par le gouvernement actuel. C'est un débat intéressant qui mérite que je prenne le temps d'explicitier davantage ma pensée.

Je tiens tout d'abord à préciser qu'ayant quitté le parti communiste voici plusieurs années, je ne me situe pas dans une attitude partisane. Je veille par ailleurs, à n'être ni populiste, ni démagogue mais lucide et honnête. Je me revendique moins d'un modèle quel qu'il soit, que d'une volonté farouche de justice sociale et d'épanouissement dans toutes les dimensions humaines. C'est l'analyse de la réalité concrète visible et mesurable autour de nous qui fonde ma réflexion et rien d'autre.

Je reproche à François Hollande deux choses qui sont d'ailleurs liées : d'une part, de mener une politique contraire à celle qu'il avait annoncée avant son élection, d'autre part, de mener une politique présentée comme inéluctable alors que manifestement elle nous conduit « droit dans le mur ».

Je considère, comme vous, qu'il nous appartient de combler le déficit laissé par les précédents

gouvernements et que les générations futures n'ont pas à payer nos dépenses, mais je conteste les moyens mis en œuvre pour y parvenir qui ne sont ni équitables, ni efficaces.

N'oublions pas que le déficit actuel est lié à la fois à la dérégulation complète du système bancaire et financier et aux baisses massives d'impôts sur les entreprises et les grandes fortunes (le bouclier fiscal et le chèque de 30 millions d'euros versé à ce titre à Madame Bettencourt...constitue un exemple certes caricatural mais emblématique...) A cet égard, il faut rappeler que sans ces baisses d'impôt depuis 2000, le budget de la France aurait été excédentaire entre 2006 et 2008. Les recettes non perçues ont ainsi augmenté la dette de l'Etat sans effet économique positif.

C'est en analysant cette réalité qu'il faut proposer des solutions et non en s'obstinant dans une stratégie qui prouve tous les jours sa faillite.

Il convient d'ailleurs de noter qu'un nombre grandissant d'économistes et même la directrice du FMI, Madame Lagarde, s'inquiètent des conséquences des mesures d'austérité poussées à outrance. Liem Hang Ngoc, qui est un des dirigeants du parti socialiste sur les questions économiques, considère que le Pacte de Responsabilité est « non seulement injuste socialement mais aussi inefficace sur le plan économique » (cf Politis n° 1299). Je partage cette appréciation.

Injuste socialement :

Car ce sont toutes les personnes qui vivent de leur travail, y compris les plus modestes d'entre elles, qui sont sollicitées pour payer.

Blocage des salaires (je rappelle que selon l'INSEE, le salaire médian en France est de 1615 euros brut par mois, ce qui signifie qu'un salarié sur deux perçoit moins de 1244 euros net par mois) ; augmentation des impôts dont la TVA, le plus injuste de tous puisqu'il ne tient pas compte des revenus ; diminution drastique des crédits pour les services publics gages d'égalité et d'intérêt général, y compris les hôpitaux... C'est la politique de Sarkozy, que poursuit François Hollande et que Monsieur Valls nous annonce vouloir pousser encore plus loin puisqu'il prévoit encore 10 milliards de réduction des dépenses de santé ! Mais jusqu'où vont-ils aller ?... Et à quel prix pour nos concitoyens ?

Alors que dans le même temps, des milliards d'euros d'argent public continuent d'être distribués aux grandes entreprises sans aucun contrôle, ni engagement sérieux de leur part en termes d'investissement et de création d'emploi.

Ainsi depuis des années, ce sont plus de 30 milliards par an d'exonération de cotisations sociales patronales, auxquelles s'ajoutent 20 milliards d'euros votés en 2012 au titre du Crédit Impôt Compétitivité Emploi (le CICE), auxquels s'ajoutent encore les 30 milliards du fameux Pacte de Responsabilité.

Là encore, même question : jusqu'où vont-ils aller ? Et pour quel résultat ? Le chômage continue sa progression...

Mais ce qu'il faut bien voir, ce sont les chiffres publiés par l'Observatoire des inégalités : les inégalités, qui s'étaient réduites entre 1970 et 1990, augmentent à nouveau, et plus encore depuis le début de la crise. Entre 2008 et 2011, le niveau de vie moyen annuel des 10 % les plus riches a augmenté de 1 795 euros, alors que celui des 10 % les plus pauvres a baissé de 360 euros. Ainsi les riches sont toujours plus riches, les pauvres toujours plus pauvres et rien n'est fait pour inverser cette tendance pendant que notre société va de plus en plus mal.

Voilà pourquoi Monsieur, je pense profondément que ces choix politiques nous mènent dans le mur : non seulement ils ne règlent rien, mais ils portent atteinte à la personne humaine.

Contrairement à ce que vous pensez, je ne condamne pas les entreprises dans leur ensemble, ne serait-ce que parce qu'il y a une différence fondamentale entre les petites et moyennes qui souffrent de la situation actuelle et ne sont pas aidées et les grandes entreprises du CAC40 qui licencient en France pour se délocaliser à l'étranger, alors que leurs bénéfices augmentent et qu'elles distribuent toujours plus de dividendes au détriment de salaires et des investissements productifs. C'est le cas par exemple du laboratoire SANOFI qui en 2012, malgré des bénéfices importants et 40 millions d'euros perçus au titre du CICE, a licencié plus de 2000 personnes. Il faut encore ajouter qu'en moyenne les PME/PMI paye 33 % d'impôt sur leurs bénéfices, alors que les entreprises du CAC 40 n'en payent que 8%, une injustice flagrante qu'il y a urgence à corriger.

D'autres mesures pourraient être prises et nous faire croire le contraire est un leurre.

Le rôle de l'Etat et donc du gouvernement, devrait être de veiller à répartir la richesse produite dans le sens de l'intérêt général, de la justice sociale et de la protection des plus fragiles de nos concitoyens.

Cela passe par une refonte du barème de l'impôt sur le revenu pour le rendre plus progressif avec le rétablissement des tranches supérieures supprimées en 2011 et 2006. C'était une promesse du candidat Hollande.

Cela passe par la lutte contre les paradis fiscaux, la fraude, l'évasion fiscale évaluée entre 60 et 80 milliards d'euros par an ! Il est à la fois regrettable et significatif que le nouveau 1er ministre n'ait pas eu un seul mot sur ce fléau. C'était pourtant un autre engagement du candidat Hollande, notamment dans son discours du Bourget, le 22 janvier 2012.

Cela passe par une refonte du financement de la protection sociale, une autre promesse non tenue...

Et si je ne suis pas hostile à une aide publique aux entreprises, il me paraît évident qu'elle doit être ciblée, contrôlée et subordonnée à des résultats concrets.

C'est le sens de la proposition de loi que j'ai déposée et qui sera examinée à l'Assemblée Nationale, le 22 mai prochain, visant d'une part, à mettre à contribution les revenus financiers au même taux que les salaires et d'autre part, à moduler les cotisations sociales versées par les entreprises en fonction de leur politique salariale et d'emploi afin de pénaliser les entreprises qui détruisent des emplois, versent des bas salaires, préfèrent les profits financiers à l'investissement productif et encourager celles qui mènent une politique socialement responsable.

Il me paraît en effet normal de surtaxer les bénéficiaires non réinvestis. De même il serait utile de cibler les financements publics sur des secteurs socialement utiles et non délocalisable comme la santé, le logement ou l'éducation plutôt que de les réduire.

Telles sont quelques-unes des mesures qui pourraient, devraient être prises par un gouvernement de gauche avec le triple objectif de redresser l'économie du pays, de réduire les inégalités et de défendre l'intérêt général.

C'est ce qu'espéraient nos concitoyens en votant pour François Hollande à la présidence de la République. Et ce sont ces engagements non tenus, ces espérances déçues, trahies qui expliquent l'abstention massive et les résultats catastrophiques pour la Gauche toute entière lors des élections municipales, avec une banalisation très préoccupante du Front National.

Une situation grave au point que le Président s'est fait huer à Carmaux lors de l'hommage à Jean Jaurès.

Mais comment pourrait-il en être autrement ? Car franchement je ne sais pas si le modèle vénézuélien a atteint ses limites, mais il est sûr que le modèle ultra libéral de la marchandisation de tout, de la mise en concurrence sans aucune limite des personnes, des entreprises, des régions, des villes et des pays entre eux, a largement démontré les siennes.

En France, comme en Grèce, en Irlande ou en Espagne, mais aussi en Allemagne où l'on vient de découvrir la nécessité d'un SMIC (dont le montant reste cependant inférieur au 1445.38 euros mensuel brut français) le système libéral n'a rien d'autre à proposer qu'un recul social sans précédent, insupportable pour les peuples concernés et bien sûr source de violence.

Alors que les formidables progrès des connaissances devraient permettre à l'humanité de poursuivre sa progression, pour la première fois dans notre histoire on nous propose de reculer, de travailler plus et plus longtemps pendant que les plus jeunes sont au chômage, de renoncer à se loger correctement et même à se soigner... Et l'on ose tenter de nous faire croire que c'est inéluctable ?

Non, je ne défends pas ce modèle, et je pense qu'il est temps d'en inventer un autre. Je note avec intérêt que des voix se font entendre partout et dans toutes les sensibilités, y compris au Parti Socialiste, pour changer de cap. C'est heureux car il est urgent de sortir des postures partisans pour travailler tous ensemble aux réformes nécessaires face à une société qui a

profondément muté et sur lesquelles les humanistes dont vous êtes, devraient se retrouver.

Voilà, Monsieur, l'essentiel de ma pensée à ce jour.

Le respect et l'estime que je vous porte pour le travail que vous avez accompli et les valeurs que vous défendez ne pouvaient pas laisser votre court message sans réponse de ma part.

Recevez l'expression de ma considération et de mes sentiments les meilleurs.

Jacqueline Fraysse